



“Il n’est nullement question de faire gouverner la société par les femmes mais bien de savoir si elle ne serait pas mieux gouvernée par les hommes et par les femmes.”

John STUART MILL

Une association pour
ré-agir au féminin

Regards de femmes à l’Onu pour le droit de chaque enfant à un état civil

La 65^{ème} conférence DPI/NGO à l’ONU à New York (27-29/08/14) sur « Le rôle de la société civile dans le programme de développement pour l’après 2015 » avait pour objet d’émettre les recommandations des ONG avant l’Assemblée générale de l’ONU qui adoptera ce programme.

Présente à New York, j’ai pu faire inscrire dans la déclaration, non sans difficultés, « *We call on governments to commit to providing free legal identity for all including free universal birth and civil registrations* » et dans les argumentaires des ONG qui seront remis aux Etats.

Ceci est bien la preuve de la nécessité d’être présente dans ces réunions internationales.

Dans la version d’abord publiée sur le site vendredi matin, il n’y avait aucune allusion à l’enregistrement des naissances. J’ai demandé la parole et interrogé sur l’effectivité du vœu de ne « laisser personne sur la touche » quand près de 60 millions d’enfants tous les ans n’ont pas d’état civil, donc pas d’accès aux programmes de développement. Il m’a été répondu que cette question figurait déjà dans les recommandations du panel de haut niveau. J’ai fait remarquer que la gratuité (le mot *free*) avait disparu dans la dernière version. Or les personnes qui n’ont pas accès à ce droit fondamental font partie des populations les plus pauvres. J’ai dû insister lourdement sur la nécessité de revendiquer la gratuité de la déclaration de naissance.

Rachel Gogoua, notre partenaire de l’ONEF Côte d’Ivoire, est intervenue ensuite pour mettre l’accent sur la situation des populations rurales pauvres.

Regards de femmes était la seule ONG française présente. Il y avait également des représentantes de l’association française FORIM (Forum des organisations de solidarité international issues des migrations). Dans le public, pratiquement pas de francophones. Lors de son intervention Rachel Gogoua a dénoncé également la domination anglophone qui entraînait l’absence des francophones.

Lors de l’atelier que nous avons organisé avec COSAPERRE, Sénégal et ONEF, Côte d’Ivoire, les missions de ces pays à l’ONU avaient envoyé chacune une représentante, celle de la francophonie également, la mission française était absente.

A la tribune, pendant les tables rondes, parmi les experts, aucun français ou francophone, alors qu’à plusieurs reprises il a été fait mention de la Conférence sur les changements climatiques qui se tiendra en 2015 à Paris. Dans le même temps l’importance de la francophonie faisait les grands titres de l’actualité en France.

Mais sans doute les 4 thématiques de la conférence : l’éradication de la pauvreté, le développement durable, les droits humains et les changements climatiques ne concernent pas vraiment l’Etat français, ni les associations et ONG de notre pays.

Michèle Vianès